

CONDITIONS DU JOURNAL

L'abonnement est payable d'avance. Edition quotidienne (par an) \$4.00. Edition hebdomadaire 1.00.

Les annonces sont insérées aux taux suivants: Par ligne insertion 0.10. Chaque insertion subséquente 0.05.

Conditions spéciales pour annonces à long terme.

JEUDI 25 AVRIL 1889

L'hon. J. A. Chapleau secrétaire d'Etat est arrivé aujourd'hui à Ottawa à 12.40 hrs.

De nombreux amis l'attendaient sur le quai de la gare pour lui serrer la main et le féliciter de son heureux retour.

M. Chapleau parlait en parfaite santé.

Nous reproduisons à notre troisième page le compte rendu télégraphique que notre correspondant spécial nous adresse, de l'imposante manifestation qui a eu lieu hier soir à Montréal en l'honneur de l'hon. M. Chapleau.

La chambre des communes a consacré, hier, la presque totalité de sa séance à voter des crédits supplémentaires, en comité des subsides.

Le bill pour amender l'acte des territoires du Nord-Ouest a été renvoyé à la session prochaine.

Sir John A. Macdonald, a donné lecture d'une proposition importante, relative aux subsides à accorder à de nouveaux chemins de fer.

On a distribué depuis plusieurs jours déjà, la version anglaise du rapport de la commission du travail.

Quand la version française à laquelle on a employé cet été de nombreux traducteurs.

Listée de la commission du travail a pris mission à Montréal. Les travaux de cette commission intéressent particulièrement la province de Québec.

Les journaux canadiens français fessent pleins dans l'alternative d'ignorer ces travaux, ou d'avoir à compiler six gros volumes en texte anglais, dont une partie en langue slang, et sur laquelle les traducteurs eux-mêmes ont pillé.

Il paraît que la collation du droit de bourgeoisie à M. Parcell n'a pas été toute seule à Edimbourg.

Il y a dans le conseil municipal d'Edimbourg des Dalton McCarthy, qui ont protesté avec véhémence contre la décision de la majorité.

Un d'un à même ajouté, que désormais le droit de bourgeoisie ne pourrait plus être accordé par aucun homme d'honneur.

Singulière façon d'entendre l'honneur! C'est vouloir conseiller à tout peut-être préféré qu'on décernait le droit de bourgeoisie au propriétaire du journal qui a publié les fausses lettres de Pigott!

L'hon. Henry Starnes a été nommé président du conseil législatif de Québec, en remplacement de l'hon. M. de la Bruère.

On sait qu'aux termes de la nouvelle loi, le président du conseil législatif est nommé par le gouvernement pour un temps illimité, mais toujours révocable.

Le roi de Hollande est-il réellement guéri? Le télégraphe l'annonce, et qualifie même sa guérison de miraculeuse; mais le télégraphe est justement suspect. Il y a toute une série de nouvelles, que nous sommes obligés de publier, mais pour lesquelles il est bon d'attendre l'arrivée des malles européennes, avant d'être complètement fixé sur leur exactitude, sur leur plus ou moins d'exagération.

Il paraît que le révérend McMillen s'est prononcé contre l'idée de la création d'un troisième parti. Mais les idées du révérend ne sont pas bien claires; car, en même temps qu'il se prononce contre le troisième parti, il demande que les électeurs d'Ontario fassent choix de candidats exclusivement protestants, qui sachent s'opposer avec fermeté aux défaillances du gouvernement.

Le jour où il y aura à la chambre des communes, 25 députés exclusivement protestants, et votant tantôt pour le gouvernement, tantôt pour l'opposition, selon que la cause protestante leur paraîtrait bien ou mal servie, nous sommes curieux de savoir ce que ces 25 députés pourraient bien être, sinon ce troisième parti dont le révérend McMillen a déclaré ne pas vouloir.

Il est vrai que ces 25 députés, s'ils venaient jamais à exister, rendraient toute espèce de gouvernement impossible; car, à partir du jour, où ils se constitueraient à l'état de bande à part, il y aurait bien 25 fanatiques à la chambre, mais il n'y aurait plus de majorité, ni à droite ni à gauche.

Henri Rochefort est devenu l'insupportable du général Boulanger. Il ne le quitte pas plus que son ombre, et il vient d'émigrer avec lui, à Londres.

On sait que Rochefort est un artisan expert en révolutions. Pour lui importe la quelle, pourvu qu'il renverse un gouvernement. Il ne se pique d'ailleurs pas de logique, ni de suite dans les idées. Il faut avoir cependant que ce n'était contre la peine de renverser l'Empire, pour couvrir de la reconnaissance, 18 ans après, en se bornant à substituer un Boulanger quelconque à l'héritier de Napoléon.

Une dépêche adressée au Mail, dit que le poste de procureur général, dans le gouvernement de Québec, paraît devoir être attribué à Thon. F. Langelier. Il ajoute que divers membres du parti national insistent en faveur de la candidature de M. Robitoux.

De Londres à Halifax, à Melbourne et à Yokohama

Les projets de subventions aux nouveaux services des mailles transocéaniques ont été votés en seconde lecture, et ils peuvent être considérés, dès à présent, comme définitivement adoptés par la chambre des communes; car le rejet des amendements présentés au cours de la discussion impliquait, de la part de la majorité, l'adoption pleine et entière du plan ministériel.

Rarement plus grande œuvre a été soumise aux délibérations d'un parlement. La construction du Pacifique n'était que le premier chapitre. Les nouveaux services de steamers qui vont parcourir et traverser de part en part les deux océans, sont le complément du Pacifique. Grâce à eux, l'immense voie ferrée, qui relie entre elles les diverses parties du Dominion, aura un terminus à Londres, et les deux continents, en Asie et en Océanie. Le Canada est appelé à devenir le point de transit du commerce des deux mondes.

Nous avons déjà dit que, dans notre pensée, le Canada était destiné à jouer au XXe siècle, un rôle analogue à celui qui a fait au XVIe siècle la grandeur et la prospérité de Venise et de Gènes. Les nouvelles lignes de steamers vont préparer la réalisation de cette grande pensée.

Il fallait s'attendre à ce qu'une conception aussi vaste rencontrât, de la part de l'opposition, les critiques habituelles. En bonne justice, on ne peut guère demander aux hommes qui n'ont accepté la confédération qu'à contre-cœur, qui ont condamné l'annexion du Nord-Ouest et combattu le Pacifique, de comprendre et d'apprécier la politique qui a pour but de compléter l'œuvre mémorable qu'ils ont constamment méconnue.

Le gouvernement conservateur n'en a pas moins poursuivi, et il s'apprête, aujourd'hui, à achever sa tâche. Pour tous ceux qui ont accepté sa politique et qui en attendent la grandeur et la prospérité du pays, il est clair que le nouveau service transocéanique devrait comme le complément indispensable de l'édifice si rapidement et si laborieusement construit.

À qui nous servirait-il de posséder la ligne la plus courte entre les deux océans, si l'absence d'un service transocéanique rapide devrait nous faire perdre, sur le droit de passage, le temps épargné par la construction du Pacifique, et si cette grande ligne ne devait pas être désormais sans rivales?

Qui servirait tant d'argent dépensé pour l'établissement d'un chemin de fer le plus considérable qui existe dans le monde, si la ligne du Pacifique devait s'arrêter à Vancouver, et prendre fin dans une impasse?

Si l'on n'était agi que de relier la Colombie Anglaise aux vieilles provinces, une ligne de moindre importance eût suffi, et des millions n'eussent point été dépensés à longer les deux océans, pour laquelle un service de steamers eût pu remplacer la voie ferrée. Mais le Pacifique n'a pas été seulement conçu comme un chemin de fer intérieur. Il doit être le point d'attache des deux mondes. C'est là que l'œuvre s'accomplisse, il ne suffit pas qu'on aille à Vancouver; il faut qu'on puisse aller, en traversant le Canada, sur la voie la plus économique, la plus rapide et la plus facile, de Londres à Melbourne et à Yokohama.

TELEGRAMMES

M. Chamberlain promet un plan de gouvernement sur l'Irlande

BOULANGER A LONDRES

Il est suivi par son escouade d'applaudisseurs à gages

L'EXPOSITION DE PARIS

LE ROI DE HOLLANDE EST IL GUÉRI?

M. Chamberlain et l'Irlande

Arrivé du général Boulanger

LONDRES, 24.—Le général Boulanger est arrivé à Douvres ce matin. Un grand nombre de ses amis l'attendaient sur le quai, et ont accueilli avec des rires sa traversée d'Ostende à Douvres, et le général a souffert du mal de mer.

Il a pris immédiatement le train de Londres et est arrivé cet après-midi à 3.20 hrs. à la gare de Waterloo, d'où il est dirigé sur l'hôtel Bristol.

L'arrivée du général Boulanger à Londres n'a provoqué aucun enthousiasme, mais en forme pas moins l'événement du jour.

Tous les journaux ont, à ce sujet un article généralement peu bienveillant pour le général, mais dont les boulangistes contentent en disant que la presse anglaise le reconnaît pour un personnage important.

Le départ de Bruxelles

BRUXELLES, 24.—Le départ du général Boulanger a été silencieux et triste.

La bande d'applaudisseurs qui a l'habitude de l'entourer, ayant été dirigée sur Douvres et sur Londres, aucun cri ne s'est fait entendre sur son passage.

Le roi de Hollande guéri

LONDRES, 24.—La guérison du roi de Hollande est un fait merveilleux. Ses médecins pensent qu'il pourra reprendre ses occupations dans quelques semaines. Cette guérison extraordinaire entraîne la suspension des réjouissances de Luxembourg et de Hollande.

GOURRIER EUROPEEN

M. Chamberlain et Lord Randolph Churchill.

L'ELECTION DE BIRMINGHAM.

MANQUE DE FOI DE M. CHAMBERLAIN.

LE GOUVERNEMENT TORY EN DANGER.

La vie politique de M. Chamberlain.

Un politicien radical et un vilain caractère.

Sa trahison vis-à-vis de Gladstone.

Il n'est bruit dans toute l'Angleterre que de la nouvelle trahison de M. Chamberlain, et de sa querelle avec lord Randolph Churchill à propos de l'élection de Birmingham; cette querelle pourrait bien être le grain de sable qui arrêtera la fortune vacillante du ministère Salisbury.

Voici en deux mots l'origine de cette tempête qui menace de faire sombrer la coalition tory-unioniste.

Aux élections de 1885, lord Randolph Churchill, attaquant le radicalisme dans son quartier général, s'était présenté barillamment dans la circonscription de Birmingham, contre John Bright. Il avait été battu, dans laquelle il avait fanatisé les conservateurs, et obtenu un chiffre de voix supérieur à toutes les prévisions. Il fut élu quelques jours plus tard, dans un quartier de Londres, à Paddington. Mais il avait annoncé l'intention de se présenter de nouveau à Birmingham aux élections suivantes; et lors de la mort récente de John Bright, les conservateurs de Birmingham, qui n'ont rien de plus sage, et dont les suffrages forment la grosse partie de la majorité tory-unioniste, songèrent naturellement à leur ancien candidat de 1885.

LORD RANDOLPH CHURCHILL n'est pas un candidat ordinaire. Bien qu'agé à peine de 40 ans, il a déjà été leader de la chambre des communes; il a passé pour être appelé à recueillir tôt ou tard, l'héritage politique de lord Beaconsfield; il est peu sympathique à lord Salisbury, et s'il est la tête noire des vieilles ganchettes du parti tory à la chambre des communes, comme M. W. H. Smith, il est un siège plus méprisé d'une popularité éclatante dans le corps électoral. C'est un honneur dont une circonscription est toujours fière, que de posséder pour député, le futur premier ministre, l'homme le plus important et le plus en vue de son parti; et l'on conçoit que les électeurs de Birmingham aient tenu à avoir lord Randolph Churchill pour représentant.

Il y a cependant d'autres plus que, cette fois-ci, les succès de lord Randolph paraissent absolument certains. De son côté, le dernier a été prêt à abandonner son siège de Paddington, pour se présenter à Birmingham, lorsque

L'OPPOSITION SERAIT DE M. CHAMBERLAIN a fait manquer toute l'affaire. M. Chamberlain le fond du caractère est fait d'envie, et qui est en possession d'être, depuis plusieurs années, le roi de Birmingham, n'a pu voir que d'un très mauvais œil, l'introduction d'un homme politique aussi considérable que lord Randolph Churchill, dans la représentation d'une ville, qu'il s'est habitué, à tort ou à raison, à considérer comme son fief électoral. Il a donc solennellement, en opposition à la candidature de lord Randolph, celui de fils de John Bright, et en face d'une division qui est menacé de faire passer le candidat gladstonien, lord Randolph, cédant aux instances de lord Salisbury et de lord Hartington, s'est décidé à retirer sa candidature.

Mais voici où la difficulté commence. S'il est permis de penser que lord Salisbury a pris avec tranquillité cette découverte de son bouillabou et languissant collègue, il n'en a pas été de même des électeurs conservateurs de Birmingham. Ces derniers ont pris la chose tout à fait au tragique. M. Chamberlain, dont la véracité est toujours suspecte et dont la parole ne passe pas pour de l'or en barre, avait promis à lord Randolph, de l'appuyer.

CE MANQUE DE FAISSE A ÊTRE TAXÉ DE TRAHISON

comme il méritait en effet de l'être, et l'assemblée générale de l'Association des électeurs tories de Birmingham, a adopté jeudi dernier, l'unanimité, une résolution portant que "tant que des explications satisfaisantes n'auraient pas été fournies sur le manque de foi qui avait empêché le retrait de la candidature de lord Randolph Churchill, il serait impossible à l'association d'avoir désormais avec le parti libéral unioniste aucune action commune."

M. Chamberlain a été outrageusement affligé dans cette réunion, et lord Salisbury, lui-même, y a été assés maltraité. Mais depuis lors, M. Chamberlain paraît avoir beaucoup aggravé son cas, en cherchant à se justifier dans une lettre, où il déclare qu'au mois de novembre dernier, à une époque où

John Bright était déjà mort, lord Randolph lui avait annoncé l'intention de renoncer à toute candidature dans Birmingham-centre. Lord Randolph, qui est en ce moment à une partie de pêche dans le nord de l'Ecosse, a répondu tout de suite que cette lettre était absolument mensongère; mais il est probable qu'à son retour, les choses n'en restèrent pas là. Lord Randolph possédait un tempérament de lutteur. M. Chamberlain pourrait bien avoir trouvé son homme, et être appelé à expier, d'ici peu, sa trahison vis-à-vis de M. Gladstone, et sa dernière fourberie vis-à-vis du coryphée du parti tory.

La situation du ministère Salisbury est si précaire que l'éventualité d'une telle lutte, constitue pour lui, un péril de mort. Ce ministère, qui est

EN MINORITÉ DANS L'ECOSSE, L'IRLANDE ET LE PAYS DE GALLES

et qui ne gouverne que grâce à la majorité de ses voix dans les boroughs et dans les comtés anglais, ne peut se maintenir à la chambre des communes, que par l'appoint des suffrages des libéraux dissidents, dont lord Hartington est le chef, joints aux voix des radicaux qui suivent la bannière de M. Chamberlain.

Les libéraux unionistes ont eux-mêmes perdu environ les trois-quarts de leurs électeurs naturels, qui sont restés fidèles à M. Gladstone, et pas un d'eux, y compris lord Hartington lui-même, ne pourrait être élu dans une seule circonscription, sans l'appui des votes tories.

En réalité, les libéraux unionistes ont été élus en 1885, dans les circonscriptions libérales par les votes des tories, qu'une petite fraction de libéraux dissidents à fait passer de l'état de minorité à l'état de majorité; de telle sorte que, l'existence du ministère tory est emboîrnée à cette double condition, que lord Hartington et M. Chamberlain le laissent vivre dans une chambre dont ils sont les maîtres, et que les électeurs tories consentent en reconnaissance, à voter pour les libéraux unionistes dans les élections.

Ces conditions étranges qui s'est formées en 1885, sont l'œuvre de lord Salisbury et de son cabinet anti-irlandais, repose tout entier sur la continuation de ce sentiment et sur le calcul politique qui paraît avoir déterminé les libéraux dissidents à la patience, dans l'espoir que la mort de M. Gladstone mettrait fin à la question du Home rule et leur permettrait de reprendre la direction du parti libéral reconstitué. Mais, depuis lors, rien n'est arrivé de tel. Le corps électoral anglais paraît en grande partie revenu de sa fureur anti-irlandaise; les vieux électeurs des comtés ont de sérieux griefs contre les déviations, que l'alliance radicale a fait subir à la politique du ministère Salisbury. Presque toutes les dernières élections partielles, ont été favorables à M. Gladstone.

LE DÉPART DU CONSEIL MUNICIPAL DE LONDRES ET LA DÉRENTE PAR PARLE- MENT

Un témoignage d'un conseil de renouveau dans le corps électoral de la capitale, qui suffirait à renverser la majorité actuelle de la chambre des communes, s'il y avait, demain, des élections générales. Le ministère tory, ayant contre lui le courant de l'opinion publique, peut tenir en conservant la majorité de coalition, sur laquelle il appuie la chambre des communes, et en attendant, sans inquiétude possible, la dissolution, qui, si l'on s'en tient à la lettre de la loi, ne sera pas obligatoire avant 1892. Mais, pour que cette coalition subsiste, il faut tout le monde reste fidèle au pacte sur lequel elle repose. Lord Hartington y a été, jusqu'à présent, d'une fidélité à toute épreuve; mais M. Chamberlain vient de le violer, d'une façon tellement grave, que si une réconciliation n'intervient pas, à bref délai, entre lord Randolph Churchill et lui, la cassure paraît inévitable et prochaine.

Peut-être est-ce ici le cas de dire quelques mots de

M. JOSEPH CHAMBERLAIN, que les lecteurs du Canada ne connaissent guère, que pour avoir joué un rôle d'apparat dans la conférence de Washington, sur la question des pêcheries.

M. Chamberlain est, dans toute la force du terme, ce qu'on est convenu d'appeler

UN VILAIN CARACTÈRE.

C'est un produit de cette détestable race de politicien qui avaient été jusqu'à présent épargnée à l'Angleterre. Ancien manufacturier à Birmingham, où il a possédé, pendant longtemps, une fabrique de vis, il est arrivé assez lentement à la vie publique par les fonctions municipales.

En 1874, il était maire radical de Birmingham, et sa renommée provinciale n'avait guère été en faitant la grimace, à préférer la loi sur les conseils de comté.

Un physique, M. Chamberlain est un homme de grande taille, d'une vigueur herculéenne, avec une longue figure en lame de couteau, un gros nez un peu recourbé qui lui donne l'air hautain et provocant, et des petits yeux au regard dur et étincelant et la dureté sont encore accrues par l'habitude du monopole.

Ses manières sont peu agréables, son langage n'a rien d'élevé et il affecte des formes osseuses. Mais ses discours sont clairs et animés par le feu d'une passion contenue. Les défauts de son esprit tendent même à donner à son éloquence un caractère plus dangereux. Il est pointu, étroit et sans envergure d'idées; mais il excelle à passer un auditeur, et sans ces attaques personnelles qui obviennent souvent plus au succès dans les assemblées populaires que les discours vraiment politiques.

Tout en lui donne l'idée

D'UN DE CES HOMMES AVEC LESQUELS IL EST DANGEREUX DE SE TROUVER EN RAPPORT.

Il réunit quelques-uns des plus fâcheux défauts que puisse posséder un homme d'état; il a un tempérament plein de violence, une force de volonté à tout briser, le jugement court et l'esprit versatile. Convaincu qu'il a toujours raison et changeant sans cesse d'avis, il oblige ses alliés à adopter successivement les vues les plus diverses qu'il entreprend de lui ouvrir avec lui. Sa fortune pourrait bien être arrêtée par lord Randolph Churchill ne peut être considérée par les esprits sains que comme un danger pour l'Angleterre.

En attendant, les deux fractions du parti ministériel se sentent presque aux abois et

stone et s'était fait traiter, à cette occasion, de main de maître par la Daily News. Du reste, il ne se fit guère remarquer au Board of Trade que par une absence complète d'aptitudes administratives.

Mais dans l'intervalle, M. Chamberlain avait imaginé la création d'une grande machine politique immense jusque là inconnue en Angleterre. Jusqu'à cette époque, les candidats à la chambre des communes s'étaient présentés soit de leur propre initiative, soit sur la désignation des chefs du parti ou de quelque lordland, ce système pouvait avoir ses inconvénients, mais il était aussi ses qualités: il était un des éléments de la représentation aristocratique de l'Angleterre, et il garantissait à la fois les candidats et les électeurs contre la tyrannie des politiciens et des comités électoraux de clocher. M. Chamberlain et ses amis entreprirent de substituer à ce régime

UN RÉGIME D'ASSOCIATIONS ÉLECTORALES constituées à la manière américaine et reliées à un comité central qui tient ses assises à Birmingham. Dès lors, les comités, qu'ils se sont tous prononcés contre M. Chamberlain à la suite de sa défection sur la question du home rule; mais au premier moment ils ne lui mirent pas moins en main une force considérable, et il se trouva transformé, du jour au lendemain, en une puissance politique.

En même temps, il ne reculait devant rien pour s'avancer dans sa faveur populaire. Il est doué de tous les instincts du démagogue, et il sait faire appel aux souffrances, aux passions et aux convictions des masses. Pendant le conflit qui s'éleva entre la chambre des lords et la chambre des communes, sur la question de la réforme électorale, il fit un verbiage appelé à la violence, et les suscita, dans des meetings où sir Stafford Northcote et lord Randolph Churchill devaient prendre la parole, des incidents tumultueux, provoqués par des bandes d'hommes de désordre. Il s'était efforcé d'attirer à lui les fermiers au moyen de faux programmes.

TOUS AGRÈS ET UNE VACHE

et il parlait vaguement aux ouvriers des villes, de leur droit à une position meilleure sans leur indiquer aucun moyen de devenir plus riches; il injuriait les landlords et les représentants comme des "fainéants qui ne gagnent pas leur journée"; et bien qu'ayant acquis lui-même une fortune de plus de six millions il ne cessait de se répandre en invectives contre la tyrannie du capital. Le Personne n'est supposé que M. Gladstone dit rencontrer dans ce démagogue et dans ce home ruler qui avait adhéré à la politique d'obstruction, l'homme dont l'opposition devrait faire échouer le home rule. M. Gladstone, lui-même, le conjurait si peu qu'il avait appelé M. Chamberlain à un poste dans son nouveau cabinet, lorsque ce dernier se déclara avec violence contre son chef et fut l'un des plus ardents promoteurs de la sécession du parti libéral. M. Chamberlain attaquait surtout avec furie le projet relatif au rachat des terres, quoi qu'il eût soumis lui-même au conseil peu de temps auparavant un autre projet bien autrement radical, que M. Gladstone l'a déposé devant de rendre public. L'avis général fut à cette époque que la trahison de M. Chamberlain n'avait aucune excuse possible et qu'elle avait été inspirée par les motifs les plus bas, c'est-à-dire par le sentiment d'envie que lui causait la supériorité de M. Gladstone et par l'espoir de se tailler dans la décomposition du parti libéral

UNE SITUATION DE CHEF DE PARTI

Que qu'il en soit c'est l'opposition de M. Chamberlain qui a fait échouer en 1886 le projet de Home Rule. Sans M. Chamberlain et les radicaux qu'il entraîna à sa suite, lord Hartington et les grands seigneurs du vieux parti whig n'auraient jamais réussi à mettre M. Gladstone en minorité. On le sait bien qu'il est encore aujourd'hui le maître de la situation. Le ministère Salisbury ne vit que par sa complaisance et M. Chamberlain ne le laisse vivre qu'à la condition de s'en servir pour réaliser l'Angleterre. Il lui a imposé l'an dernier la loi Ritchie, qui supprime d'un trait de plume les pouvoirs administratifs des juges de paix, c'est-à-dire des grands propriétaires anglais et qui les remplace par

DES CONSEILS ÉLÉCTIFS DE COMTÉ analogues aux conseils généraux français, où l'influence des politiciens radicaux va pouvoir se donner carrière. Déjà, la première élection qui a eu lieu à Londres promet à cette grande capitale un conseil municipal qui pourrait bien ne pas tarder à ressembler à celui de Paris. Mais il a fallu obéir à M. Chamberlain. Il donnait le choix au gouvernement entre la loi sur les conseils de comté ou une loi agressive; et lord Salisbury, tout en faisant la grimace, a préféré la loi sur les conseils de comté.

Un physique, M. Chamberlain est un homme de grande taille, d'une vigueur herculéenne, avec une longue figure en lame de couteau, un gros nez un peu recourbé qui lui donne l'air hautain et provocant, et des petits yeux au regard dur et étincelant et la dureté sont encore accrues par l'habitude du monopole.

Ses manières sont peu agréables, son langage n'a rien d'élevé et il affecte des formes osseuses. Mais ses discours sont clairs et animés par le feu d'une passion contenue. Les défauts de son esprit tendent même à donner à son éloquence un caractère plus dangereux. Il est pointu, étroit et sans envergure d'idées; mais il excelle à passer un auditeur, et sans ces attaques personnelles qui obviennent souvent plus au succès dans les assemblées populaires que les discours vraiment politiques.

Tout en lui donne l'idée

D'UN DE CES HOMMES AVEC LESQUELS IL EST DANGEREUX DE SE TROUVER EN RAPPORT.

Il réunit quelques-uns des plus fâcheux défauts que puisse posséder un homme d'état; il a un tempérament plein de violence, une force de volonté à tout briser, le jugement court et l'esprit versatile. Convaincu qu'il a toujours raison et changeant sans cesse d'avis, il oblige ses alliés à adopter successivement les vues les plus diverses qu'il entreprend de lui ouvrir avec lui. Sa fortune pourrait bien être arrêtée par lord Randolph Churchill ne peut être considérée par les esprits sains que comme un danger pour l'Angleterre.

En attendant, les deux fractions du parti ministériel se sentent presque aux abois et

n'ont pas trop de toute leur diplomatie pour essayer d'arranger la querelle si maladroite provoquée par M. Chamberlain. Une grande réunion libérale unioniste doit avoir lieu cette semaine à Highbury. M. Chamberlain s'y rencontrera avec des ducs et des duchesses, la fleur du panier de la haute aristocratie whig; et l'on s'efforcera sans doute d'y adopter des motions de nature à calmer la légitime irritation de lord Randolph Churchill.

A TRAVERS LES JOURNAUX

La Gazette demande qu'on finisse avec l'agitation anti-jeûnique. Elle dit que des paroles comme celles de Dalton McCarthy ne peuvent avoir d'autre effet que de fortifier dans Québec le parti anti-désant, national; et sous la réserve d'une distinction favorable à ces concitoyens anglais, à laquelle il nous est impossible de nous associer, elle se peut être pris sur le même pied le mouvement rielle d'il y a trois ans, et le mouvement anti-jeûnique. Elle ajoute: "La Confédération d'ici que par le consentement des Canadiens-Français. Lorsque la conférence de Québec s'est réunie, ils étaient en nombre à peu près égal aux représentants du Haut-Canada. Ils auraient pu user de leurs droits constitutionnels pour s'opposer à une union qui devait réduire leur influence dans le gouvernement central, et qui menaçait de la réduire plus considérablement dans l'avenir. Ils ont adopté un autre parti, et ils ont accepté la confédération en réclamant certaines concessions qui leur ont été accordées, parmi lesquelles l'emploi de leur langue dans le parlement et dans les cours de justice. Ils ont accepté en même temps, qu'on accordât contre eux, à la minorité protestante de Québec, des garanties qui sont en désaccord avec l'esprit du gouvernement responsable, et qui feront l'étonnement des historiens à venir. Ces concessions et les garanties accordées à la minorité, ont été insérées dans la constitution. Elle est une partie intégrante de la loi fondamentale du Dominion. En honneur, personnel ne peut songer à les abroger. Écarter cette abrogation, c'est demander une chose qui ne peut conduire qu'à la ruine de l'union et à la suppression du nom du Canada, sur la carte de l'Amérique. Ceux qui émettent de pareils projets, ne sont pas des patriotes, et ils poursuivent un but au bout duquel on ne découvre que la ruine du pays."

Le Globe continue son double jeu, avec une rare persistance; il double le discours prononcé lundi par M. Dalton McCarthy, et il couvre d'objets le discours prononcé à la même réunion par M. Chamberlain, quoique les orateurs du parti anti-jeûnique se soient déclarés entièrement d'accord.

L'Evening Journal ne peut pas se consoler que ce discours de Morrison ait été pris, il le trouve tout à fait excusable, et il dit que dans tout autre pays, il serait parvenu à s'échapper.

On lit dans le Manitoba à propos des hommes engagés dans la troupe de Buffalo Bill.

Les quatre Métis canadiens-français qui doivent partir samedi pour aller à l'exposition universelle de Paris, nous sommes heureux de constater qu'on a choisi des hommes qui, physiquement comme intellectuellement, sont capables de donner une idée avantageuse du type national qu'ils doivent exhiber.

Ces messieurs sont M. M. Ambrose D. L'pne, qui porte magnifiquement ses cinquante ans, M. Michel Dumais, qui a passé la quarantaine, M. Maxime Goulet, qui compte plus de trente ans, et M. Jules Marion, qui en a vingt. Ces messieurs, d'âge si différent, sont tous les quatre de forte taille. Tous les quatre aussi ont fait quel-ques études au collège Saint-Boniface. S'il ne leur est pas donné de parler le français avec l'accent parisien, ils ont à l'égard du langage des avantages que bien peu de Parisiens possèdent, puisqu'ils peuvent tous s'exprimer avec facilité en français, en anglais, en autoux et en arnis.

Les curieuses qu'ils amènent avec eux vont sans doute étonner les Parisiens qui voudront bien se souvenir que c'est précisément pour leur faire plaisir, qu'on a réuni avec difficulté des objets qui ne sont même pas en usage dans Manitoba.

Que l'on regarde bien ces charettes qui n'ont pas même un clou pour en Her les différentes parties; que l'on examine bien ces carioles à chiens, qui elles aussi, sont vierges de toute alliance métallique, et l'on verra dans ces véhicules primitifs l'image de ceux avec lesquelles nos missionnaires et les pionniers de notre civilisation ont traversé nos immenses plaines et nos forêts sans fin même pendant les saisons les plus rigoureuses."

Mme LETCH, 435 rue Wellington

Agente pour la vente des corsets J. Star Yatsai et autres corsets.

Linge de corps confectionné sur commande

M. L. COLLINS A toujours un assortiment complet d'articles de mode à très bas prix, 310 rue Wellington, Ottawa

CHERTEZ VOTRE PAIN, TABAC, PAIN DE VIEUX, à la Boulangerie Union, D. LEB, propriétaire, 216-RUE DALHOUSIE-216

JOHN KERRIGAN PLUMBIER SANITAIRE Spécialement recommandé pour le pose des appareils de chauffage, No 106 RUE LYON, OTTAWA

J. STEWART Argentier provincial et ingénieur civil, bureau adossés à la pharmacie MacCarthy, 284 rue WELLINGTON, OTTAWA.

WALKER McLEAN & BLANCHET AVOCATS SOLICITEURS, Agents des Parlements, Notaires, Etc. Etc. No. 347 RUE ELGIN, OTTAWA. (Devant le Russell.)

E. A. LEPROHON ARCHITECTE BUREAU: VICTORIA CHAMBRES 2ème étage, chamb. No 9, Résidence, 204 rue Daly, Ottawa.

LE PROFESSEUR GAGNON donne la gante en moyen d'un REBMEDE SAUVAGE d'une découverte importante pour la guérison de la Catarrhe. Tout le monde sait qu'il n'y a pas de seuil maldie dans le monde se qu'il y ait une racine ou une herbe pour la guérir. Pharmacia GAGNON, 289 rue Dalhousie.

Hotel - Riendeau Tenu sur le plan Européen et Américain, 64 RUE ST GABRIEL, MONTREAL

Cet hôtel offre au public voyageur tout le confort désirable. La table est toujours abondamment servie des prémios de la saison, préparés par des cuisiniers Français de premier ordre. Repas à toute heure. Cet établissement de première classe, des vins et liqueurs choisis de choix. M. JOSEPH REBMEDE, Propriétaire

128 RUE RIDEAU, OTTAWA PRIX MODERES

CARTES PROFESSIONNELLES